MUNICIPALITE

REPONSE

A l'interpellation de Mme la Conseillère communale Véronique Bovey Diagne intitulée :
"La Municipalité a-t-elle les moyens de contenir et d'encadrer la violence gratuite ?"

Renens, le 31 octobre 2014

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

En date du 8 mai 2014, Mme la Conseillère communale Véronique Bovey Diagne a déposé au Conseil communal une interpellation intitulée "La Municipalité a-t-elle les moyens de contenir et d'encadrer la violence gratuite ?". Suite au drame d'Yverdon survenu en début d'année où un adolescent est décédé après une rixe, ainsi qu' à l'agression d'un autre jeune à Renens en marge des auto-tamponneuses sur la Place du Marché, Mme Bovey Diagne interroge la Municipalité sur les différents moyens mis en œuvre pour traiter de la problématique de la violence des jeunes à Renens.

Ladite interpellation aborde plus précisément quatre sous-points : l'encadrement général de la violence par la Municipalité et la Police de l'Ouest lausannois (POL); la coordination entre les différentes instances concernées par la violence des jeunes; la gestion de manifestations, tant par la POL que par les organisateurs; l'influence des caméras de vidéosurveillance.

Concernant l'encadrement général de la violence chez les jeunes à Renens, il faut distinguer l'action de la POL, qui a pour but de faire cesser ou d'empêcher ces actes, et celui de la politique de la jeunesse implémentée par la Commune, qui traite cette problématique en amont, par des actions de prévention primaire. Ce dispositif, réparti entre le secteur jeunesse et la POL, permet une compréhension large des questions de jeunesse ainsi qu'un ancrage local très fort.

Du côté de la POL, tout est mis en place afin d'éviter une escalade de violence dès connaissance d'un cas. De plus, par sa présence dans les rues via des unités territoriales (ouverture récente d'un poste de ville à Renens), elle a pour objectif d'instaurer un véritable service de police de proximité capable de tisser un lien étroit avec la population, dont les jeunes à problèmes. L'aspect sensibilisation fait aussi partie de la démarche globale de la POL avec un cours destiné aux élèves de 8^{ème} année, donné par un policier spécialiste de la prévention.

La Ville de Renens a instauré en parallèle depuis huit ans une politique de la jeunesse qui insiste sur le travail relationnel. Au travers des missions du délégué à la jeunesse, du travailleur de proximité et du Centre de rencontre et d'animation, de nombreuses actions de prévention ont pu être menées (rappelons notamment la campagne *Nom de code respect* ou la semaine contre l'alcool), et plusieurs projets ont été mis en place par des jeunes avec une forte participation de ces derniers (conseils de jeunes, prévention par des pairs, programme jeunes et médias, etc.). Cette politique reprend comme partie intégrante les différents critères évoqués au niveau fédéral dans deux publications du programme "Jeune et violence" qui a pour but d'aider les professionnels sur le terrain.

Ces deux volets de l'action communale contre la violence des jeunes impliquent une collaboration entre les différents acteurs concernés. Ainsi, un contact quotidien de qualité existe entre les agents de police spécialisés et les professionnels tels que le délégué jeunesse, le travailleur social de proximité et les animateurs socio-culturels. Cette coordination en bilatérales est adéquate et peut être considérée comme l'un des points forts de la politique de la jeunesse à Renens. Elle est un élément indispensable pour une prévention durable et permet des interventions adaptées sur le terrain.

Au niveau régional, les professionnels du Secteur jeunesse sont régulièrement en contact avec d'autres intervenants dans l'Ouest lausannois. Par exemple, le Groupe Coordination Jeunesse a été créé en 2007, avec pour fonction d'instaurer un lien entre les professionnels de la jeunesse et des acteurs de la prévention, ainsi que d'amener un regard pluridisciplinaire sur le sujet. Il faut aussi mentionner le Conseil Régional de Prévention et de Sécurité qui se retrouve quatre fois par an pour échanger sur la situation de la sécurité au niveau du district, sous l'égide de la Préfecture. Cette collaboration dans le district est souvent citée en exemple, preuve de sa qualité. Enfin, le travailleur social de proximité fait partie de différents groupes de travail au niveau romand et le délégué jeunesse est membre de la conférence romande des délégués jeunesse.

L'interpellation aborde également cette problématique sous l'angle de l'encadrement de manifestations. La POL rappelle que chaque organisateur est tenu de garantir l'ordre et la sécurité dans le cadre de sa manifestation. Le bureau de la police du commerce de la POL effectue une analyse pour chaque demande officielle. L'organisateur est alors dûment informé sur ses devoirs et obligations en cas de troubles causés par sa clientèle ou des personnes présentes dans le secteur de ses activités. Il lui est demandé de mettre en place un service du maintien de l'ordre autour de ses installations aux moments sensibles. Par exemple, cette exigence a été posée au vu de l'expérience précédente à la prochaine venue de carrousels au centre de Renens. Au besoin et afin d'éviter tout débordement, la POL peut exiger que des mesures soient prises, notamment en s'appuyant sur une agence de sécurité privée. Finalement, dans le cadre de manifestations particulières et de grande envergure, la police peut venir en appui de l'organisateur.

Concernant la présence de caméras de surveillance, elles peuvent avoir un effet dissuasif sur le comportement de potentiels auteurs de violence. La POL souligne que s'agissant de celles installées à la gare, elles ont été utiles pour des enquêtes consécutives à des infractions.

En conclusion, il faut souligner qu'il n'existe pas de solution unique et définitive pour contenir et encadrer la violence des jeunes ou la violence en général. La Municipalité estime que seul un ensemble de mesures, impliquant la collaboration de différents types d'acteurs, peut répondre à cette problématique de manière adaptée.

Les résultats de la politique de la jeunesse mise en place ces dernières années à Renens et au niveau cantonal vont dans le bon sens. Il est effectivement nécessaire de rappeler ici que les actes de violence commis par des jeunes connaissent actuellement une baisse et que la majorité se comporte bien (on peut mentionner la diminution du nombre d'affaires instruites au Tribunal des Mineurs du Canton depuis quelques années). Les regrettables événements cités en préambule rappellent que ce sujet complexe reste difficile à maîtriser et que les formes et l'intensité de la violence varient. Des améliorations peuvent toujours être apportées à chaque étape du processus, ponctuellement et en fonction des événements.

La Municipalité considère par la présente avoir répondu à l'interpellation de Mme la Conseillère communale Véronique Bovey Diagne relative à la politique d'encadrement de la violence des jeunes à Renens.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

La Syndique :

Le Secrétaire :

Marianne HUGUENIN (L.S.) Nicolas SERVAGEON